



# EURODOM

*L'Europe et les Départements français d'Outre-mer*

## INFORUP

Semaine du 8 au 12 mai 2017

**LE PROGRAMME DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE POUR LES OUTRE-MER :** Emmanuel Macron a été élu 8ème Président de la Vème République le 7 mai dernier. Contrairement à la tendance nationale, les électeurs ultramarins se sont mobilisés plus fortement au second tour. Tous les DOM-TOM ont placé en tête Emmanuel Macron. Ce dernier entrera dans ses fonctions dimanche 14 mai et devrait annoncer la composition de son gouvernement le 14 ou 15 mai au plus tard. Parmi les chantiers politiques qu'il compte amorcer prioritairement et dès cet été, le Président Macron prévoit d'organiser des assises de l'Outre-mer portant sur les enjeux de l'alimentation et notamment sur la rémunération des producteurs et sur la modernisation de l'agriculture. Au cours de la campagne, marquée par la crise traversée par la Guyane, le leader de la République En Marche ! a fait connaître son programme pour les Outre-mer structuré en 6 objectifs dont « Reconstruire une politique de continuité territoriale », « Soutenir l'activité et l'emploi dans les Outre-mer pour lutter contre le chômage et l'exclusion » qui prévoit en particulier de négocier avec l'Union Européenne pour une meilleure prise en compte des spécificités ultramarines en matière d'agriculture et de pêche notamment, ou encore « Combattre toujours la vie chère ». Eurodom va, dans les prochaines semaines, entrer en contact avec les nouvelles équipes gouvernementales pour le bon suivi des dossiers de nos membres.

**ASSEMBLÉE REGIONALE D'EURODOM A LA REUNION :** Cette semaine, l'équipe d'Eurodom s'est déplacée à la Réunion pour y tenir son Assemblée Régionale le mercredi 10 mai dernier. Ce déplacement fait suite aux précédentes Assemblées Régionales qui ont eu lieu

les 13 et 15 février dernier en Martinique et en Guadeloupe. Eurodom est venu dresser le bilan des actions menées pour ses membres en 2016 et depuis le début de l'année 2017, sur des dossiers sensibles comme le RGEC, l'octroi de mer, la défense des productions ultramarines face aux négociations commerciales de l'UE avec des pays tiers, le soutien au rhum, au sucre, à la pêche et à l'agriculture (POSEI) plus généralement. C'était aussi l'occasion de présenter plus concrètement l'équipe d'Eurodom et ses méthodes de travail dans la défense des dossiers ultramarins depuis 27 ans. À cet effet, un rapport d'activité complet a été distribué aux participants. Ce déplacement, s'étalant sur la semaine a également permis de multiples rendez-vous avec les socioprofessionnels, afin de travailler plus spécifiquement sur les problèmes rencontrés par chaque filière et leurs attentes. Enfin, ces rencontres ont permis de réfléchir collectivement aux actions à venir et aux menaces déjà très présentes dans les discussions institutionnelles du prochain cadre réglementaire après 2019, qui pourrait se traduire par de fortes coupes budgétaires face au Brexit, à l'euroscpticisme et aux crises économiques et financières, au risque de remettre en cause des acquis essentiels de nos régions si nous ne restons pas aujourd'hui sur la balle. Le rapport est disponible sur le blog d'Eurodom à ce lien : <http://www.eurodomblog.org/rapport-d-activite-2016>

**SIGNATURE ET PUBLICATION DU DECRET DEBLOQUANT 38 MILLIONS POUR L'INDUSTRIE SUCRIERE DES DOM** : Après plusieurs mois de négociations des équipes d'EURODOM avec les ministères et l'administration française, le décret relatif aux 38 millions d'aides complémentaires à usage de la filière sucre dans les DOM a été signé cette semaine, et publié au Journal Officiel. Cette enveloppe supplémentaire aura pour objectif d'aider la filière dans le contexte de suppression des quotas sucrier qui aura lieu en fin d'année, alors que de multiples accords commerciaux sont encore en négociation, et représentent autant de menaces pour ce secteur. Cette signature est donc une victoire pour l'industrie sucrière des DOM, mais devra par la suite être soutenue par une attention constante portée de ces accords. Le décret est accessible à cette adresse : <http://bit.ly/2prSP9w>

**L'UE ET LE MEXIQUE ESPERENT CONCLURE LEUR NOUVEL ACCORD GLOBAL AVANT LA FIN DE L'ANNÉE** : Lors de la visite de de la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, à Mexico, lundi 8 mai, l'UE et le Mexique se sont engagé à accélérer encore les négociations pour moderniser l'accord global UE/Mexique, en vigueur

depuis 2000. Cette accélération est notamment liée à la pression protectionniste que fait porter la présidence américaine de Donald Trump sur ses échanges avec son voisin mexicain (notamment par la possible instauration d'une taxe sur les importations et la menace de sortie des États-Unis de l'accord de libre-échange nord-américain, l'ALENA). L'objectif est de parvenir à un accord de principe d'ici fin 2017. « Nous voulons faire du commerce, nous donnons ce signal que nous sommes prêts et nous voulons construire des ponts, pas des murs », a déclaré Mme Malmström. Après le quatrième round des pourparlers du 26 au 30 juin au Mexique, les négociateurs de la Commission et de l'administration mexicaine se retrouveront tous les mois pour des réunions techniques. Mais le chemin vers un accord global rénové entre l'UE et le Mexique est encore long, compte tenu des nombreux intérêts offensifs européens en matière agricole et de marchés publics. L'UE veut aussi inclure dans l'accord des dispositions fortes en matière de développement durable et un mécanisme de règlement des litiges en matière d'investissement sur la base du nouveau système de Cour pour l'investissement (ICS) prévu dans l'accord de libre-échange avec le Canada. De plus, elle veut inclure des dispositions 'anticorruption' dans le cadre plus large de l'accord global. Enfin, s'agissant des RUP, il convient de rappeler que les négociations commerciales avec le Mexique constituent les seules négociations pour lesquelles le mandat indique qu'une attention particulière doit être portée quant aux productions des RUP. L'UE a enregistré un excédent de 14,1 milliards € pour ses échanges de marchandises avec le Mexique (33,9 milliards € d'exportations, 19,8 milliards € d'importations) et de 4,4 milliards € pour les échanges de services. En 2015, son stock d'investissements directs étrangers au Mexique a atteint 161,6 milliards € et celui du Mexique dans l'UE a atteint 35,4 milliards €.

**LA CONFERENCE DES REGIONS PERIPHERIQUES ET MARITIMES PARTAGE SA POSITION SUR L'AVENIR DE L'EUROPE :** La Conférence des régions périphériques et maritimes (CRPM) a publié une déclaration politique mardi 9 mai à propos des 5 scénarios présentés par dans Jean Claude Juncker dans le livre blanc sur l'avenir de l'UE. Cette déclaration vise en premier lieu la Commission européenne, le Parlement européen et les États membres, a déclaré le président de l'organisation, Vasco Cordeiro. Elle pose à grands traits les principes directeurs qui vont guider le travail des membres de l'organisation dans les prochains mois. Celle-ci se structure autour de trois grands axes : le renforcement de la participation démocratique, l'investissement sur le long terme, notamment par le biais de la politique de cohésion, et les relations avec les pays voisins. Les discussions,

qui ont débutées en février dernier, n'ont pour l'instant abouties à aucune proposition concrète. Des conclusions provisoires devraient être présentées lors de l'assemblée générale d'octobre, et un manifeste devra être présenté peu avant les élections européennes de 2019. Le président a considéré que les 5 scénarios présentés par Jean-Claude Juncker, étaient « utiles », mais il aurait préféré une façon de faire plus « audacieuse », « ambitieuse ». M. Cordeiro aurait aimé que la Commission prenne au moins clairement position pour l'un des scénarios, tandis que lui a refusé de révéler lequel avait sa préférence.

**AGENDA DE LA SEMAINE DU 15 AU 19 MAI 2017**

	<b>PARLEMENT EUROPEEN</b>	<b>COMMISSION EUROPEENNE</b>	<b>AUTRES ORGANES EUROPEENS</b>	<b>AUTRES ÉVÉNEMENTS</b>
<b>Lundi 15/05</b>	<b>PLENIERE  COM AGRI</b>			<b>Réunion des groupes d'intérêt économique et social européens et des pays ACP</b>
<b>Mardi 16/05</b>	<b>PLENIERE</b>			<b>Collège des Commissaires Européens  Séminaire du MAAF : les conséquences du BREXIT pour les secteurs agricoles et agro-alimentaires.</b>
<b>Mercredi 17/05</b>	<b>PLENIERE</b>			
<b>Jeudi 18/05</b>	<b>PLENIERE</b>			
<b>Vendredi 19/05</b>				